



RCS : LYON

Code greffe : 6901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 D 02135

Numéro SIREN : 798 636 692

Nom ou dénomination : 2M2SI

Ce dépôt a été enregistré le 21/11/2013 sous le numéro de dépôt A2013/028157

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE

28157

LYON



4413874

Dénomination : 2M2SI
Adresse : 72 et 74 rue D'alsace 69100 Villeurbanne -FRANCE-
n° de gestion : 2013D02135
n° d'identification : 798 636 692
n° de dépôt : A2013/028157
Date du dépôt : 21/11/2013

Pièce : Statuts constitutifs



4413874

2M2SI

Société Civile Immobilière
au capital de 6 000 €
Siège social : 72/74, Rue d'Alsace
69100 VILLEURBANNE
En cours d'immatriculation au RCS de LYON

ACTE CONSTITUTIF

EN DATE DU 5 NOVEMBRE 2013


A V O C A T S
139, rue Vendôme
69006 LYON

Handwritten initials:
A
G
MC
EG
IG

Enregistré à : SIE DE LYON 9E

Le 13/11/2013 Bordereau n°2013/1 402 Case n°29


Ext 12612

Enregistrement : Exonéré Pénalités :

Total liquidé : zéro euro

Montant reçu : zéro euro

L'Agent administratif des finances publiques

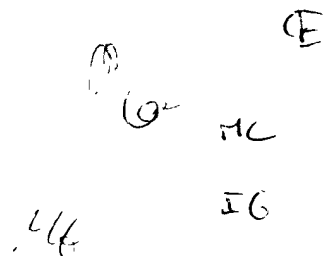

Florian GERBER
Agent des Finances Publiques

2M2SI

Société Civile Immobilière
au capital de 6 000 €
Siège social : 72/74, Rue d'Alsace
69100 VILLEURBANNE
En cours d'immatriculation au RCS de LYON

Les soussignés :

- Monsieur Bechir GAALOUL, né le 18 juillet 1944 à SOUSSE (TUNISIE), de nationalité tunisienne, marié le 21 novembre 1969 à SOUSSE (TUNISIE) sous le régime de la communauté légale de biens avec Madame Latifa GAALOUL, née TCHAICHA, régime non modifié depuis, demeurant Avenue du 3 Août, 4000, SOUSSE (TUNISIE)
- Madame Latifa GAALOUL, née TCHAICHA le 26 octobre 1950 à SOUSSE (TUNISIE), de nationalité tunisienne, mariée le 21 novembre 1969 à SOUSSE (TUNISIE) sous le régime de la communauté légale de biens avec Monsieur Bechir GAALOUL, régime non modifié depuis, demeurant Avenue du 3 Août, 4000, SOUSSE (TUNISIE)
- Monsieur Mehdi GAALOUL, né le 26 avril 1989 à SOUSSE (TUNISIE), de nationalité tunisienne, célibataire, demeurant Avenue du 3 Août, 4000, SOUSSE (TUNISIE)
- Madame Ines MAAMAR, née GAALOUL le 11 juin 1980 à SOUSSE (TUNISIE), de nationalité tunisienne, mariée le 4 juillet 2011 à SOUSSE (TUNISIE) sous le régime de la séparation de biens avec Monsieur Walid MAAMAR, régime non modifié depuis, suivant acte reçu par Mes Nabil et Mohsan AYACHI notaires le 4 juillet 2011 demeurant Avenue du 3 Août, 4000, SOUSSE (TUNISIE)


E
MC
IG
46

- Madame Chiraz ELLOUZE, née GAALOUZ le 14 juin 1975 à SOUSSE (TUNISIE), de nationalité tunisienne, mariée le 27 avril 2002 à SOUSSE (TUNISIE) sous le régime de la communauté universelle de biens avec Monsieur Hédi ELLOUZ, régime non modifié depuis, suivant acte reçu par Me Moncef Zine El Abidine notaire, le 27 avril 2002
demeurant Avenue du 3 Août, 4000, SOUSSE (TUNISIE)
- Madame Mariem CHAIEB, née GAALOUZ le 23 août 1972 à SOUSSE (TUNISIE), de nationalité tunisienne, mariée le 29 juillet 2000 à SOUSSE (TUNISIE) sous le régime de la séparation de biens avec Monsieur Anouar CHAIEB, régime non modifié depuis, suivant acte reçu par Me Moncef Zine El Abidine notaire le 29 juillet 2000
demeurant Avenue du 3 Août, 4000, SOUSSE (TUNISIE)

ont établi les statuts d'une société civile devant exister entre les propriétaires des parts sociales créées lors de la constitution et en cours de vie sociale.

Handwritten initials and numbers:

- Handwritten signature/initials
- Handwritten initials: CE
- Handwritten initials: MC
- Handwritten initials: IC
- Handwritten number: 4/6

2M2SI

Société Civile Immobilière
au capital de 6 000 €
Siège social : 72/74, Rue d'Alsace
69100 VILLEURBANNE
En cours d'immatriculation au RCS de LYON

STATUTS

ARTICLE 1. - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société civile régie par les articles 1832 à 1870-1 du code civil et par les articles 1 à 59 du Décret n° 78-704 du 3 juillet 1978, par toutes dispositions légales, ou réglementaires qui modifieraient ces textes et par les présents statuts.

ARTICLE 2. - OBJET

La société a pour objet :

- L'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement, la mise à disposition auprès de ses associés, de tous immeubles et biens immobiliers,
- L'emprunt de tous les fonds nécessaires à la réalisation des opérations ci-dessus et la mise en place de toutes sûretés réelles ou autres garanties nécessaires,
- Toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil.

ARTICLE 3. - DENOMINATION SOCIALE

La société prend la dénomination de : **2M2SI**.

Cette dénomination qui doit figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doit être précédée ou suivie des mots "Société Civile" et de l'indication du capital social.

ARTICLE 4. - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

ARTICLE 5. - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé 72/74, Rue d'Alsace, 69100 VILLEURBANNE.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de la gérance, et en tout autre lieu, par décision collective extraordinaire des associés.

Handwritten signatures and initials:
K
G
46
F
IC
IG

ARTICLE 6. - FORMATION DU CAPITAL**6.1 Apports**

Il est apporté à la société :

- par Monsieur Bechir GAALOUL la somme de 1 000 euros, ci	1 000 euros
- par Madame Latifa GAALOUL la somme de 1 000 euros, ci	1 000 euros
- par Monsieur Mehdi GAALOUL la somme de 1 000 euros, ci	1 000 euros
- par Madame Ines MAAMAR la somme de 1 000 euros, ci	1 000 euros
- par Madame Chiraz ELLOUZE la somme de 1 000 euros, ci	1 000 euros
- par Madame Mariem CHAIEB la somme de 1 000 euros, ci	1 000 euros
Total :	6 000 euros

Les parts d'origine formant le capital initial représentant des apports en numéraire seront appelées par la gérance au fur et à mesure des besoins de la société.

ARTICLE 7. - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 6 000 euros divisé en 6 000 parts sociales de 1 euro de nominal, numérotées de 1 à 6 000, attribuées aux associés en représentation de leurs apports respectifs, savoir :

- Monsieur Bechir GAALOUL, à concurrence De 1 000 parts numérotées de 1 à 1 000 ci,	1 000 parts
- Madame Latifa GAALOUL à concurrence De 1 000 parts numérotées de 1 001 à 2 000 ci,	1 000 parts
- Monsieur Mehdi GAALOUL à concurrence De 1 000 parts numérotées de 2 001 à 3 000 ci,	1 000 parts
- Madame Ines MAAMAR à concurrence De 1 000 parts numérotées de 3 001 à 4 000 ci,	1 000 parts

CF
MC
IG
46

- Madame Chiraz ELLOUZE à concurrence De 1 000 parts numérotées de 4 001 à 5 000 ci,	1 000 parts
- Madame Mariem CHAIEB à concurrence De 1 000 parts numérotées de 5 001 à 6 000 ci,	1 000 parts
Total :	6 000 parts

ARTICLE 8. - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL

- 1- Le capital social peut, sur décision de l'assemblée générale extraordinaire, être augmenté par la création de parts sociales nouvelles ou par élévation du nominal des parts sociales anciennes, soit au moyen d'apports en numéraire ou en nature, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles des souscripteurs sur la société, soit par incorporation de réserves ou de bénéfices.
- 2- De même, le capital peut être réduit, sur décision de l'assemblée générale extraordinaire, au moyen du remboursement, du rachat ou de l'annulation des parts sociales existantes ou de leur échange contre de nouvelles parts sociales d'un montant identique ou inférieur, ayant ou non le même nominal.

ARTICLE 9. - REVENDICATION PAR UN CONJOINT EN BIENS DE LA QUALITE D'ASSOCIE

Conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil, le conjoint de tout associé qui revendique lui-même la qualité d'associé sera soumis à l'agrément des associés délibérant aux conditions prévues sous l'article 12 pour les cessions à des personnes étrangères à la société, l'associé époux de ce conjoint étant exclu du vote et ses parts n'étant pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

ARTICLE 10. - DEPOT DE FONDS

La société peut recevoir de ses associés des fonds en dépôt. Les conditions de remboursement de ces fonds, la fixation des intérêts, etc... sont arrêtées, dans chaque cas, par accord entre la gérance et les intéressés.

ARTICLE 11. - PARTS SOCIALES

- 1° Il ne sera créé aucun titre de parts sociales. Les droits de chaque associé résultent uniquement des présents statuts et des actes modifiant le capital social ou constatant des cessions de parts régulièrement consenties. Une copie ou un extrait desdits actes, certifié par la gérance, pourra être délivré à chacun des associés sur sa demande et à ses frais.
- 2° Chaque part sociale donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices, à une fraction proportionnelle au nombre de parts sociales existantes.
- 3° Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis d'une part sociale sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés. Sauf convention contraire signifiée à la

CF
 M
 G MC
 2/6
 IG

société, l'usufruitier représente valablement le nu-proprétaire. Si une part est grevée d'usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans tous les cas, sauf pour les décisions concernant l'acquisition de biens ou droits immobiliers pour lesquelles le droit de vote appartient au nu-proprétaire.

- 4° Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part emporte, de plein droit, adhésion aux statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

ARTICLE 12. - CESSION DES PARTS SOCIALES

- 1° La cession des parts sociales est effectuée par acte authentique ou sous seing privé. Toute cession doit, conformément à l'article 1690 du code civil, être signifiée à la société ou acceptée par elle dans un acte authentique.

Conformément à l'article 1865 du Code civil, la cession sera également opposable à la société par transfert sur ses registres. Dans ce cas, un registre des associés doit être tenu au siège de la société et constitué par la réunion, dans l'ordre chronologique de leur établissement, de feuillets identiques utilisés sur une seule face. Chacun de ces feuillets est réservé à un titulaire de parts sociales à raison de sa propriété ou à plusieurs titulaires à raison de leur copropriété, de leur nue-proprété ou de leur usufruit sur ces parts.

Chaque feuillet contient notamment :

- les nom, prénom usuel et domicile de l'associé originaire et la date d'acquisition de ses parts ;
- la valeur nominale de ces parts ;
- les nom, prénom usuel et domicile du ou des cessionnaires des parts ;
- les nom, prénom usuel et domicile des personnes ayant reçu les parts en nantissement, le nombre des parts données en nantissement et la somme garantie ;
- la date d'acquisition des parts, de leur transfert, de leur nantissement et de sa mainlevée;
- la date de l'agrément et l'indication de l'organe social qui l'a accordé.

Il est établi un nouveau feuillet par nouvel associé ; ce feuillet doit comporter une mention permettant, s'il y a lieu, d'identifier l'associé dont il a acquis les parts.

La cession n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et dépôt au registre du commerce et des sociétés de copies de l'acte authentique ou d'originaux de l'acte sous seing privé de cession.

- 2° Les parts sociales sont librement cessibles entre associés seulement.
- 3° Elles ne peuvent être cédées à d'autres personnes, y compris les conjoints, ascendants ou descendants d'associés, qu'avec l'autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

A l'effet d'obtenir cette autorisation, l'associé cédant en informe la société et chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en indiquant les prénoms, nom, profession, domicile et nationalité du cessionnaire proposé, ainsi que le nombre de parts sociales dont la cession est envisagée.

Dans les quinze jours de cette notification, la gérance doit réunir l'assemblée générale extraordinaire des associés, laquelle statuera, dans les conditions prévues à l'article 22 ci-après, sur l'acceptation ou le refus de la cession proposée. La décision prise n'a pas à être motivée et, en cas de refus, elle ne pourra jamais donner lieu à une réclamation quelconque contre les associés ou contre la société.

CE

M
G HC

EG

4/6

La gérance notifie aussitôt le résultat de la consultation à l'associé vendeur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la cession est agréée, elle est régularisée dans le mois de la notification de l'agrément ; à défaut de régularisation dans ce délai, le cessionnaire doit, à nouveau, être soumis à l'agrément des associés dans les conditions sus indiquées.

Si l'agrément est refusé, les associés disposent alors d'un délai de trois mois pour se porter acquéreurs desdites parts. En cas de demandes excédant le nombre de parts offertes, il est procédé par la gérance à une répartition des parts entre les demandeurs proportionnellement au nombre de parts détenues par ces derniers et dans la limite de leurs demandes. Si aucun associé ne se porte acquéreur dans le délai prévu, la société peut faire acquérir les parts par un tiers désigné à l'unanimité des associés autres que le cédant ou procéder elle-même au rachat desdites parts en vue de leur annulation, la décision de rachat devant également être prise à l'unanimité des associés autres que le cédant. Le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, ou l'offre de rachat par la société, ainsi que le prix offert, sont notifiés au cédant par la gérance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil, le tout sans préjudice du droit du cédant de conserver ses parts.

Si aucune offre d'achat n'est faite au cédant dans un délai de six mois à compter de la notification à la société du projet de cession, l'agrément est réputé acquis à moins que les associés autres que le cédant ne décident, dans le même délai, de prononcer la dissolution anticipée de la société.

Le cédant peut alors faire échec à la décision de dissolution anticipée de la société en notifiant à cette dernière par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le délai d'un mois à compter de cette décision, qu'il renonce à la cession envisagée.

ARTICLE 13. - TRANSMISSION PAR DECES DES PARTS SOCIALES

- 1- En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers, légataires ou conjoint de l'associé décédé étant précisé que tout conjoint, héritier ayant ou non la qualité d'ascendant ou de descendant du défunt, ne pourra devenir associé qu'après agrément des autres associés.
- 2- Les héritiers, légataires ou conjoint de l'associé décédé doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décès par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire.
- 3- L'agrément auquel sont soumis les intéressés doit être donné dans le mois de cette production.

A cet effet dans les huit jours qui suivent cette dernière, la gérance doit adresser à chacun des associés survivants une lettre recommandée avec avis de réception leur faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers et légataires, l'agrément sollicité et rappelant le nombre de parts sociales dont le défunt était propriétaire.

Chaque associé survivant doit, dans les quinze jours qui suivent l'envoi de cette lettre faire connaître par lettre recommandée avec avis de réception s'il rejette l'agrément sollicité et dans l'affirmative le nombre de parts sociales qu'il se propose de racheter.

La décision est prise aux conditions de majorité et quorum requises pour toute décision extraordinaire des associés, dans les conditions prévues à l'article 22 ci-après, abstraction faite des parts sociales du défunt. Cette décision est notifiée dans le délai de six mois, à compter de la survenance du décès aux héritiers et légataires. A défaut ceux-ci sont réputés agréés.

CE

MC
IG
1/6

En cas de pluralité d'offres d'associés survivants, ceux-ci sont réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux au jour du décès et dans la limite de leur demande.

Si aucun associé ne se porte acquéreur comme dans les cas où les offres d'achat ne portent pas sur la totalité des parts sociales soumises à l'agrément ou si les candidats acquéreurs n'acceptent pas la valeur de rachat fixée pour les parts sociales de l'associé décédé la société est tenue de racheter ces parts en vue de leur annulation.

- 4- Le prix de rachat des parts sociales de l'associé décédé, par les associés survivants et/ou par la société en vue d'annulation est égal à la valeur réelle des parts sociales au jour du décès, augmentée de l'intérêt légal applicable depuis la date de l'ouverture de l'exercice en cours jusqu'au jour de la signature des actes constatant le rachat.

La valeur réelle des parts est, à défaut d'accord entre les parties déterminée par un expert désigné soit par les parties, soit par ordonnance du président du tribunal de grande instance statuant en la forme du référé et sans recours possible.

Le prix est payable comptant lors de la réalisation des cessions ou de la décision de réduction du capital social, lesquelles doivent intervenir dans le mois de la détermination définitive du prix. Il est stipulé que le ou les acquéreurs auront seuls droit à la totalité des dividendes afférents à l'exercice en cours.

La réalisation des rachats après la détermination définitive du prix de rachat est constatée soit par un seul acte pour tous les associés, soit par autant d'actes qu'il existe d'acquéreurs.

- 5- A défaut de réalisation du rachat ou de la réduction du capital social dans le délai d'un an à compter de la survenance du décès, les héritiers ou légataires sont réputés agréés en tant qu'associés de la société.

ARTICLE 14. - RESPONSABILITE DES ASSOCIES

- 1° Dans ses rapports avec ses coassociés, chacun des associés n'est tenu des dettes et engagements sociaux que dans la proportion du nombre de parts qu'il possède.

- 2° Vis à vis des tiers, les associés sont tenus du passif social sur tous leurs biens à proportion de leurs droits sociaux.

Les créanciers de la société ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après mise en demeure adressée à ladite société et restée infructueuse.

ARTICLE 15. - DECES - INCAPACITE - RETRAIT D'UN ASSOCIE

- 1- La société n'est pas dissoute par le décès d'un ou plusieurs des associés, gérants ou non, et continue avec les survivants et les héritiers et les représentants de l'associé ou des associés décédés.

De même, l'absence, l'incapacité civile, la déconfiture, la liquidation ou le redressement judiciaire ou la faillite personnelle de l'un ou plusieurs de ses associés ne met pas fin à la société et, à moins que l'assemblée générale n'en prononce la dissolution, celle-ci continue entre les autres associés, à charge par eux de rembourser à l'associé absent, frappé d'incapacité ou en état de liquidation ou de redressement judiciaire ou de faillite personnelle ou à son représentant légal ou judiciaire, soit par voie de réduction de capital, soit par voie de rachat, au choix des associés demeurés en société, de la manière et dans les conditions et proportions entre eux qu'ils jugeront convenables, le montant des parts qu'il pourrait alors posséder d'après leur valeur au jour de l'ouverture du droit de rachat déterminée dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du code civil.

CE
 H
 LC
 G
 2/6
 EG

Le montant du remboursement sera payable dans les trois mois du rapport de l'expert chargé de déterminer cette valeur et productif d'intérêts au taux légal à compter du jour de l'événement ayant donné lieu au droit de rachat.

Les héritiers ainsi que tous les autres représentants des associés absents, décédés ou frappés d'incapacité civile ne peuvent, soit en cours de la société, soit au cours des opérations de liquidation, faire apposer les scellés sur les biens de la société, en demander la licitation, ou le partage, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter exclusivement aux comptes annuels et aux décisions de l'assemblée générale des associés statuant dans les conditions prévues ci-après à l'article 21.

La même interdiction s'applique aux créanciers personnels des associés.

- 2- Le retrait total ou partiel d'un associé doit être autorisé à l'unanimité de ses coassociés ou par décision de justice pour justes motifs.

L'associé qui se retire n'a droit qu'au remboursement de la valeur de ses parts sociales déterminée, à défaut d'accord amiable, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

ARTICLE 16. - REUNION DE TOUTES LES PARTS SOCIALES EN UNE SEULE MAIN

- 1- L'appartenance de l'usufruit de toutes les parts sociales à une même personne est sans conséquence sur l'existence de la société.
- 2- La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution immédiate de la société. Toutefois, à défaut de régularisation de la situation dans le délai d'un an, tout intéressé peut demander la dissolution judiciaire de la société.
- 3- La dissolution de la société devenue unipersonnelle entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

ARTICLE 17. - GERANCE

- 1° La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants pris parmi les associés ou en dehors d'eux, nommés par décision ordinaire des associés réunis en assemblée générale et statuant dans les conditions prévues ci-après à l'article 21.
- 2° La Gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et affaires de la société et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. En cas de pluralité de gérants, ceux-ci exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.
- 3° Les fonctions de gérant sont d'une durée indéterminée. Elles cessent par son décès, son incapacité civile, sa déconfiture, la liquidation ou son redressement judiciaire, sa faillite personnelle, sa révocation ou sa démission.
- 4° La démission du gérant n'a pas à être motivée mais il doit en informer les associés trois mois au moins à l'avance et par lettre recommandée.
- 5° Le gérant est révocable par une décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts.

Handwritten notes and initials:

- Handwritten mark resembling a stylized 'M' or 'N' with a vertical line through it.
- Handwritten initials 'CE'.
- Handwritten initials 'MG'.
- Handwritten initials 'IG'.
- Handwritten number '4/6' at the bottom left.

6° En cas de vacance de la gérance, la nomination du ou des nouveaux gérants est décidée par l'assemblée générale des associés convoquée par l'associé le plus diligent dans le mois de ladite vacance.

ARTICLE 18. - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Les décisions excédant les pouvoirs de la Gérance sont prises par les associés et résultent au choix de la gérance, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation écrite des associés.

En outre, les associés peuvent toujours d'un commun accord, prendre les décisions collectives à l'unanimité par acte sous seing privé ou notarié.

ARTICLE 19. - ASSEMBLEES GENERALES

- 1- L'assemblée générale représente l'universalité des associés, les décisions par elle prises obligent tous les associés, même les absents, incapables ou dissidents.
- 2- Les assemblées générales sont convoquées par la gérance au lieu du siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation. Un ou plusieurs associés représentant au moins 50 % du capital social peuvent par lettre recommandée demander à la gérance la convocation d'une assemblée générale.
- 3- Les convocations à l'assemblée générale sont effectuées par lettre recommandée adressée à chaque associé quinze jours au moins avant la réunion. La lettre de convocation indique l'ordre du jour, les modifications aux statuts, s'il en est proposé, devant être explicitement mentionnées. La convocation peut être verbale, et l'assemblée réunie sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.
- 4- Chaque associé a le droit d'assister à l'assemblée ou de se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé justifiant de son pouvoir.
- 5- L'assemblée générale est présidée par le ou les gérant(s) ou, s'il n'est pas associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales.
- 6- Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux et signés par le(s) gérant(s) et le cas échéant, par le Président de séance. S'il n'est pas établi de feuille de présence, les procès-verbaux sont en outre signés par tous les associés présents et par les mandataires.

ARTICLE 20. - CONSULTATIONS PAR CORRESPONDANCE

Si elle le juge utile, la gérance peut consulter les associés par correspondance.

Dans ce cas, elle doit adresser à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées accompagné s'il y a lieu de tous renseignements et explications utiles.

Les associés disposent d'un délai de 15 jours à compter de la date de réception de cette lettre pour émettre leur vote par écrit. Cette réponse est adressée au siège social par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus fixé est considéré comme s'étant abstenu.

Le procès verbal de la consultation est établi par la gérance qui y annexe les votes des associés. Les décisions prises par consultation écrite doivent pour être valables réunir les conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales.

Handwritten notes and initials in the bottom right corner of the page, including a large checkmark, the letters 'CE', 'MC', 'IG', and 'L/6'.

ARTICLE 21. - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

- 1° L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois par an à l'effet de prendre connaissance du compte rendu de gestion de la gérance et du rapport écrit sur l'activité de la société au cours de l'exercice écoulé. Elle statue sur cette reddition de compte, approuve ou redresse les comptes et décide l'affectation et la répartition des bénéfices.
- 2° Elle nomme et remplace les gérants ou renouvelle les mandats.

Elle délibère sur toutes questions inscrites à l'ordre du jour, qui ne relèvent pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

Les décisions de l'assemblée générale ordinaire doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des voix.

Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente de parts, tant en son nom personnel que comme mandataire, sans limitation.

ARTICLE 22. - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

- 1° L'assemblée générale extraordinaire peut apporter aux statuts toutes modifications qu'elle jugera utiles, sans exception ni réserve.

Elle est notamment compétente pour décider :

- l'augmentation ou la réduction du capital,
- la prorogation ou la dissolution anticipée de la société,
- la transformation de la société ou sa fusion avec d'autres sociétés,
- la modification de la répartition des bénéfices.

- 2° L'assemblée générale extraordinaire est également compétente pour statuer sur l'entrée au capital d'un nouvel associé.

- 3° Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus des deux tiers des voix. Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente de parts, tant en son nom personnel que comme mandataire, sans limitation.

ARTICLE 23. - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société jusqu'au 31 décembre 2014.

ARTICLE 24. - COMPTES SOCIAUX

- 1° Il est tenu au siège social une comptabilité régulière.
- 2° En outre, à la clôture de chaque exercice social, il est dressé par la gérance un inventaire de l'actif et du passif de la société, un bilan, un compte de résultat et une annexe.

Ces documents accompagnés d'un rapport de la gérance sur l'activité de la société doivent être soumis aux associés dans les six mois de la clôture de l'exercice.

Handwritten notes and initials at the bottom right of the page:

- Handwritten initials: M, W, IG, MC
- Handwritten number: 9/6
- Handwritten letters: CE

ARTICLE 25. - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

- 1° Les produits nets de l'exercice, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif et de toutes provisions pour risques, constituent le bénéfice.
- 2° Ce bénéfice est distribué entre les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux. Toutefois, l'assemblée générale ordinaire peut décider de le mettre en réserve ou de le reporter à nouveau, en tout ou partie.

ARTICLE 26. - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

- 1° A l'expiration ou en cas de dissolution anticipée de la société, l'assemblée générale extraordinaire nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et la rémunération.
- 2° Pendant le cours de la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée générale régulièrement constituée se continuent pour tout ce qui concerne la liquidation ; l'assemblée générale a, notamment, le pouvoir d'approuver les comptes de la liquidation et de donner quitus aux liquidateurs.
- 3° Le produit de la réalisation de l'actif sera employé à l'extinction du passif de la société envers les tiers. Les associés seront ensuite remboursés du montant de leurs apports respectifs. Le solde sera réparti entre les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux.

ARTICLE 27. - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourront s'élever entre les associés ou entre la société et les associés, relativement aux affaires sociales, pendant le cours de la société et de sa liquidation, seront soumises à la juridiction compétente suivant les règles du droit commun.

176
IG
MC
IG
E

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ARTICLE 28. - NOMINATION DE LA GERANCE – POUVOIRS SPECIAUX

Est nommé premier gérant de la société pour une durée non limitée :

- Monsieur Bechir GAALOUL, demeurant Avenue du 3 Août, 4000, SOUSSE

ARTICLE 29. - PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION

La société jouira de la personnalité morale à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.


ARTICLE 30. - PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités de publicité prévues par la loi.

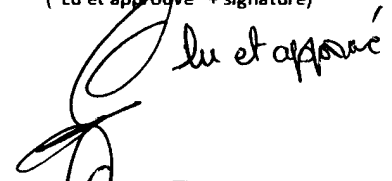
Fait à SOUSSE (TUNISIE) en 5 exemplaires,

Le 5 novembre 2013

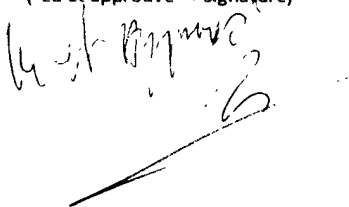
Monsieur Bechir GAALOUL
("Lu et approuvé" + signature)

lu et approuvé


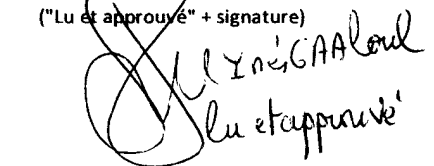
Madame Latifa GAALOUL
("Lu et approuvé" + signature)

lu et approuvé


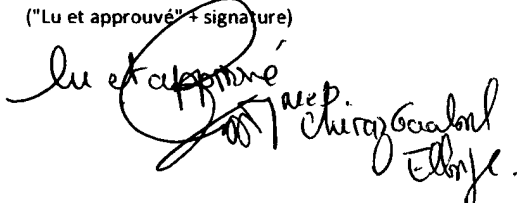
Monsieur Mehdi GAALOUL
("Lu et approuvé" + signature)

lu et approuvé


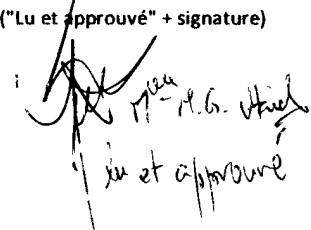
Madame Ines MAAMAR
("Lu et approuvé" + signature)

Ines GAALoul
lu et approuvé


Madame Chiraz ELLOUZE
("Lu et approuvé" + signature)

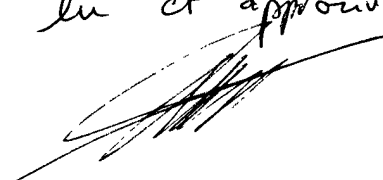
lu et approuvé
Chiraz Gualoul
Elloze.


Madame Mariem CHAIEB
("Lu et approuvé" + signature)

Mariem Chaieb
lu et approuvé


Monsieur Hédi ELLOUZE

("Bon pour renonciation à la qualité d'associé" + "Lu et approuvé" + signature)

Bon pour renonciation à la qualité d'associé
lu et approuvé


ANNEXE 1

**Actes accomplis pour le compte de la société en formation,
avant la signature des statuts**

Signature d'un compromis pour l'acquisition d'un bien immobilier sis 72/74, Rue d'Alsace, 69100
VILLEURBANNE

Fait à VILLEURBANNE en 5 exemplaires,

Le 5 novembre 2013

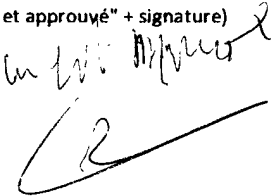
Monsieur Bechir GAALOUL

("Lu et approuvé" + signature)

Lu et approuvé

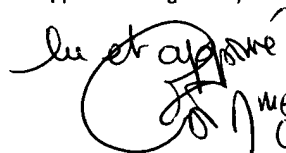

Monsieur Mehdi GAALOUL

("Lu et approuvé" + signature)

Lu et approuvé



Madame Chiraz ELLOUZE

("Lu et approuvé" + signature)

Lu et approuvé

Mme Chiraz Gerard
Elloze.


Madame Latifa GAALOUL

("Lu et approuvé" + signature)

Lu et approuvé


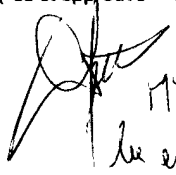
Madame Ines MAAMAR

("Lu et approuvé" + signature)

Lu et approuvé

Mme Ines MAAMAR

Madame Mariem CHAIEB

("Lu et approuvé" + signature)

Lu et approuvé

Mme Mariem Chaieb